

avoir été les témoins, certains d'entre nous après avoir participé en des bouleversements qui feront les pages d'histoire en Europe. Les esprits et les coeurs se sont ouverts à une nouvelle réalité. Les frontières ne sont plus les obstacles des contacts entre peuples et les nations, des murs qui avaient été construits sur les préjugés, la peur et les soupçons sont effrités et sont ébranlés.

Afin de regagner sa liberté et sa dignité, mon pays a dû payer du sang de ses fils et de ses filles. Un état policier totalitaire s'est écroulé. La rupture et irréversible avec son passé se double à présent de l'engagement ferme d'une nation toute entière vis-à-vis des valeurs de démocratie, de pluralisme et des droits de la personne vers une économie de marché et vers une politique étrangère d'ouverture sur tous les horizons.

Nous en sommes arrivés à nous rendre compte que la liberté doit être conquise mais que la démocratie doit être apprise et non enseignée ni assénée. Nous, en Roumanie, apprenons cette leçon à la dure, à nos dépens.

Je suis heureux de cette occasion d'exprimer la profonde gratitude du peuple et du gouvernement roumain pour la solidarité et le soutien que tous les peuples et gouvernements représentés en cette salle ont su manifester vis-à-vis de nous en cette époque de grand besoin.

C'est une Roumanie libre et démocratique qui rejoint maintenant fièrement le concert européen et mondial des nations.

Quelques mots à propos de notre vue sur les structures futures de la sécurité et de la coopération en Europe. Après avoir écouté les orateurs qui m'ont précédé, je me sens conforté dans notre opinion que les événements les plus récents de l'Europe ont révélé, entre autres, une absence d'un cadre institutionnel permanent adéquat pour le débat et peut-être de décisions conjointes sur les questions européennes d'intérêt général.

Le résultat c'est que des alliances militaires et politiques ont tendance à assumer des taches dont elles ne sont pas censées normalement se charger. Il devient de plus en plus manifeste que le processus de la CSCE qui a commencé comme initiative hardie puis est devenue un état d'esprit plutôt qu'un cadre structuré et rigide, devra se développer et rapidement en une structure institutionnelle vraie, réelle.

Mon gouvernement estime qu'un accord en tout cas de principe pourrait être obtenu à une réunion au sommet des pays participants à la CSCE plus tard au cours de cette année encore et nous estimons également qu'étant donné les changements rapides et spectaculaires intervenant

